

LES SYNTHÈSES TECHNIQUES DE L'OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU

Exercice pilote pour tester les outils et mécanismes d'interface science-politique (SPI) à l'échelle d'un bassin-versant

Méthode pour l'intermédiation de
connaissance (*knowledge brokering*) testée à
l'échelle d'un bassin-versant pilote irlandais

Sonia SIAUVE
Natacha AMORSI
Frédérique MARTINI

Novembre 2015



*Office
International
de l'Eau*



Avec le soutien financier de :



Exercice pilote pour tester les outils et mécanismes d'interface science-politique (SPI) à l'échelle d'un bassin-versant

Méthode pour la médiation de connaissance (*knowledge brokering*)
testée à l'échelle d'un bassin-versant pilote irlandais

*Une initiative française,
avec l'appui d'un bassin-versant volontaire*

Contacts

OIEau

Sonia Siauve et Natacha Amorsi
Centre National d'Information et de Documentation sur l'Eau
s.siauve@oieau.fr n.amorsi@oieau.fr

Onema

Frédérique Martini
Direction de l'action scientifique et technique
frederique.martini@onema.fr

Résumé

L'interface science-politique (SPI) a pour but de promouvoir un dialogue efficace entre les scientifiques, les gestionnaires et les politiques, afin d'accroître la synergie et la cohérence, en coordonnant les différents acteurs et activités, à tous les niveaux. Dans le cadre de la stratégie commune de mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau (CIS), la SPI vise à fournir un support scientifique à la mise en œuvre de la DCE et des autres directives liées à l'eau.

De 2010 à 2012, l'activité ad-hoc CIS-SPI, co-animée par la France (Onema) et la Commission Européenne (DG RTD) a abouti à l'émission de recommandations sur les méthodes et outils pouvant être développées et utilisés pour mettre en œuvre une SPI efficace et durable. En 2014, forts de leur collaboration sur cette thématique, l'OIEau et l'Onema ont entrepris de tester ces recommandations sur le terrain, via un test pilote sur un bassin-versant.

Le présent rapport expose la méthode de SPI mise en œuvre à l'échelle d'un bassin-versant, ainsi que les outils de communication conseillés. Le développement de cette méthode est décrite à travers l'exemple du test pilote mené sur le bassin irlandais : *Eastern River Basin District*, tout au long de l'année 2014. Les principales conclusions et recommandations issues de cette expérience sont données au fil du rapport.

Mots-clés

SPI, Interface science politiques, gestion des ressources en eau, besoin de connaissances, résultats de la recherche, dissémination, médiation de connaissances

Note pour le lecteur

Ce rapport résume un projet de test de la méthode d'interface science-politique développée à partir du travail réalisé par l'activité ad-hoc CIS-SPI co-animé de 2010 à 2012 par la France (Onema) et la Commission Européenne (DG RTD). Il a donc dans un premier temps été rédigé en anglais.

Ensuite, afin de pouvoir diffuser plus largement les résultats de ce projet, notamment en France, il a été traduit en français.

Il ne nous a cependant pas semblé pertinent de traduire certains termes de l'anglais au français ; nous avons donc conservé les anglicismes suivants :

- *Knowledge brokering* : processus de plus en plus utilisé pour relier le milieu de la science à celui de l'élaboration des politiques et de la gestion (des ressources en eau par exemple) qui nécessitent tous les deux de s'appuyer sur la science. Parfois traduit par transfert ou échange de connaissance, le terme « courtage en connaissance » serait la traduction littérale la plus appropriée du fait de la notion d'offre et de demande en connaissance. L'expression française « médiation de connaissance » sera utilisée dans ce rapport.
- *Knowledge brokers (KB)* : personne qui joue le rôle de médiateur et qui fait le pont entre les producteurs d'information scientifique et les utilisateurs de la science. Ce terme a été traduit en « médiateurs » et pourrait être traduit par « courtier en connaissance ».
- *Policy brief* : document de présentation des résultats de la recherche ayant vocation à éclairer le décideur sur des éléments précis de la politique dont il a la charge. Il pourrait être traduit par « Note de synthèse pour l'action » ou « Fiche action » car son objectif principal est de résumer les résultats de la recherche et de les présenter de telle sorte qu'ils répondent au besoin qu'ont les décideurs ou acteurs d'une politique donnée d'être tenus régulièrement informés de l'avancée scientifique sur leurs thématiques, afin de prendre des décisions éclairées.

Glossaire

Les termes de ce glossaire qui sont indiqués en italique correspondent aux anglicismes qui ont été conservés dans ce rapport (traduit de l'anglais).

Communauté de pratique : ce terme fait référence, dans ce rapport, au groupe de personnes qui sont impliquées dans le projet de médiation de connaissances. La **CoP** peut aussi être appelée “Equipe de projet” ou “Communauté de projet” si l'exercice de médiation de connaissances n'a pas vocation à être répété et/ou pérennisé. La CoP regroupe un coordinateur (ou chef de projet), des gestionnaires de l'eau, des décideurs politiques, des *knowledge brokers* – médiateurs de connaissance – (et leurs assistants potentiels), des scientifiques et parfois également des représentants de la société (riverains, associations...).

Knowledge brokering : processus de plus en plus utilisé pour relier le milieu de la science à celui de l'élaboration des politiques, la gestion (des ressources en eau par exemple) utilisateur de la science ; ce terme est employé pour décrire la circulation de connaissances, sur un sujet défini, qui implique une communication dans les deux directions entre décideurs ou gestionnaires d'une politique donnée et producteurs de connaissance scientifique, qui favorise l'apprentissage collectif et qui nécessite généralement l'intervention d'un acteur intermédiaire : le *knowledge broker* ou médiateur de connaissance. La méthode et les outils de *knowledge brokering* présentés dans ce rapport consistent en un processus permettant d'une part l'identification des besoins en connaissance des gestionnaires et décideurs pour prendre des décisions éclairées et d'autre part le repérage et la mise en forme, avec les équipes scientifiques, de la connaissance disponible pouvant répondre au moins partiellement à ces besoins d'information. Enfin, un exercice de *knowledge brokering* se termine par un transfert effectif et efficace de cette connaissance repérée. Il a également pour objectif d'identifier les sujets pour lesquels la connaissance fait défaut ou est partielle. Ces lacunes doivent alors être communiquées aux communautés scientifiques et politiques nationales ou européennes afin d'alimenter et d'orienter les agendas de la recherche.

Knowledge brokers (KB) : ce sont des personnes ou des organisations (selon l'échelle géographique concernée) qualifiées, qui jouent le rôle d'intermédiaires entre les communautés de décideurs ou de gestionnaires d'une politique donnée et les producteurs de connaissance scientifique. Leur principale mission est de jouer le rôle de médiateur et d'assurer le pont entre les producteurs d'information scientifique et les utilisateurs de la science. Ils aident ces deux communautés à respectivement : exprimer leur besoin de connaissance pour éclairer leurs décisions et actions d'une part, et repérer et présenter, dans un langage adéquat et compréhensible par tous afin d'éviter toute barrière de langage, les résultats de la recherche pertinents pour une politique concernée. Ils sont en charge de rechercher, avec la CoP, tous les projets ou résultats scientifiques pouvant apporter la connaissance nécessaire à la problématique identifiée, de la lire et d'assimiler les résultats produits et de ce fait aussi d'identifier des lacunes de connaissances spécifiques. L'identification de ce manque est cruciale pour pouvoir orienter la production de connaissance permettant de combler ces lacunes. Enfin, les *knowledge brokers* doivent assurer le transfert de la connaissance identifiée. Pour cela, ils doivent produire (ou faire produire) les supports nécessaires à cet exercice (publications sous diverses formes, présentations power points et *policy briefs*) et doivent participer à l'organisation et au déroulement (présentateurs

actifs) d'éventuels ateliers de transfert de connaissances. Leur rôle est donc primordial dans le succès d'un tel projet.

Policy brief : ce document, de une à quelques pages, est un résumé concis d'une problématique scientifique spécifique qui est produit par les chercheurs eux-mêmes (ou par un *knowledge broker*) et dont l'objectif est de fournir la connaissance scientifique nécessaire aux décideurs politiques ou aux gestionnaires pour prendre des décisions éclairées. Le format utilisé dans ce rapport, qui est présenté en Annexe 2, est celui recommandé par l'activité ad-hoc CIS-SPI¹.

Consortium de projet fait référence à l'ensemble des partenaires ayant participé à la réalisation d'un projet de recherche scientifique (financé par la Commission Européenne, dans le contexte de ce rapport).

Question scientifique : il s'agit d'une problématique scientifique formulée de telle sorte qu'elle traduise les besoins en connaissances des gestionnaires et des décideurs politiques du secteur de l'eau (dans le contexte de ce rapport), qu'elle regroupe et qu'elle intéresse la CoP. Le langage employé pour la formulation de cette problématique devra permettre une compréhension de tous les membres de la CoP.

¹ Activité ad-hoc d'interface science - politiques de l'eau de la stratégie commune de mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau qui a été créée par les Directeurs de l'Eau européens en décembre 2009. Le mandat de cette activité a duré 3 ans (2010 - 2012).

Abréviations

CE	Commission européenne
CIS	<i>Common Implementation Strategy</i>
CoP	Communauté de pratique
DCE	directive cadre sur l'eau
ERBD	Eastern River Basin District
KB	<i>Knowledge Broker</i>
NWRM	<i>Natural Water Retention Measures</i> Mesures naturelles de rétention de l'eau
OIEau	Office International de l'Eau
Onema	Office national de l'eau et des milieux aquatiques
RIOB	Réseau International des Organismes de Bassin
SCG	<i>Strategic Coordination Group</i>
SMC-DCE	Stratégie commune de mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau
SPI	<i>Science - Policy Interface</i> Interface science - politique
WFD	<i>Water Framework Directive</i>

Introduction

Le but de l'étude présentée dans ce rapport est d'appuyer les activités d'interface science - politique (SPI) menées conjointement par l'Onema et l'OIEau depuis plusieurs années. Le présent document décrit la méthode et les outils de *knowledge brokering* qui ont été développés sur la base des recommandations de l'activité ad-hoc CIS-SPI de la Commission européenne. Il synthétise les résultats de ces travaux sous forme de préconisations pour permettre d'instaurer une interface science - politiques efficace et pérenne à l'échelle d'un bassin-versant.

Le principal objectif de l'étude était donc de tester la performance et l'opérationnalité de ces recommandations à l'échelle géographique d'un bassin-versant pilote.

Dans un premier temps, nous présenterons le contexte et les objectifs de cette initiative, puis nous détaillerons la méthode de SPI qui a été développée et qui sera testée sur le terrain. Tout au long du rapport, nous décrirons les étapes suivies pour mener à bien ce projet au cours de l'année 2014, à savoir : l'identification du bassin, les différentes discussions pour délimiter l'étude (objectifs, acteurs ...) ainsi que les étapes clés dans l'avancement du projet.

Nous tenons à préciser que la méthode de SPI développée, bien que testée sur un bassin pilote irlandais, a été conçue de telle sorte qu'elle puisse être transposable à tout autre bassin-versant ou échelle géographique avec adaptation des intervenants.

Contexte et objectifs du projet

► Contexte

Tout au long de son mandat de 3 ans (2010-2012), l'activité ad-hoc d'interface science - politique de l'eau de la stratégie commune de mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau (CIS-SPI en anglais) a œuvré pour établir et maintenir une interface coopérative entre les différents acteurs du domaine de l'eau (chercheurs, gestionnaires et décideurs). Cette activité a été co-dirigée par la Commission européenne (Direction générale de la Recherche et de l'Innovation) et la France (Onema). Durant cette période, des séminaires « Les sciences de l'eau rencontrent les politiques » ont été organisés chaque année à Bruxelles, avec le support de l'OIEau :

- le 1^{er} séminaire « *Common Implementation Strategy (CIS) of the Water Framework Directive (WFD)* » s'est tenu le 30 septembre 2010 et a permis de définir des domaines de recherche importants pour la mise en œuvre de la DCE ;
- le 2^{ème} séminaire « *When ecosystem services come into play* » s'est déroulé les 29 et 30 septembre 2011 et était axé sur le rôle des services écosystémiques ;
- le 3^{ème} séminaire « *How to streamline knowledge to address WFD policy challenges?* », qui a eu lieu les 14 et 15 novembre 2012, avait pour objectif de démontrer la valeur ajoutée de la pratique de la SPI, à tous les niveaux géographiques, ce qui a abouti à l'établissement de recommandations sur la manière et les moyens pour mettre en œuvre une activité de SPI efficace sur le terrain.

Le rapport complet de l'activité ad-hoc CIS-SPI sur son mandat de 2010-2012 a notamment mis en exergue les besoins ainsi que les lacunes de connaissances sur des sujets prioritaires établis par chaque

groupe de travail de la CIS-SPI, en lien direct avec leurs thématiques. Une des principales leçons tirées de ce travail est que même quand les résultats scientifiques existent et sont disponibles, ils ne sont pas forcément portés à la connaissance des gestionnaires de l'eau à l'échelle du bassin-versant. Ainsi, lors du 3^{ème} séminaire mentionné précédemment, des conseils sur les outils, méthodes et mécanismes de SPI pour améliorer la diffusion et l'appropriation des résultats de la recherche par l'ensemble des acteurs à l'échelle du bassin-versant ont été apportés. Tout cela doit maintenant être testé sur le terrain, via un test pilote à une échelle locale, afin d'en tirer des conclusions / recommandations sur la manière de pratiquer une SPI efficace et pérenne, profitable à tous les acteurs du domaine de l'eau.

► Identification du bassin-versant

Nous avons rencontré pour la première fois Ray Earle, coordinateur de la mise en œuvre de la DCE au sein de l'*Eastern River Basin District* (ERBD - Dublin, Irlande) à Plovdiv (Bulgarie), en novembre 2013, à l'occasion de la conférence annuelle de l'EURO RIOB². Du fait de son implication durant l'atelier organisé à cette occasion, conjointement par l'Onema et l'OIEau, mais également du fait de son intérêt quant à la mise en œuvre de la DCE, nous avons estimé qu'il serait pertinent de réaliser le test pilote sur un bassin-versant irlandais.

Nous l'avons rencontré une deuxième fois, ainsi que plusieurs membres de son équipe, à Dublin, en décembre 2013, lors du séminaire sur la mise en œuvre de la DCE à travers l'Europe dont ils étaient les organisateurs, et lors duquel nous avons présenté les résultats de l'activité ad-hoc CIS-SPI. C'est lors de cet événement que nous avons commencé à discuter de l'éventualité d'identifier un bassin-versant irlandais avec lequel nous réaliserions un test pilote de *knowledge brokering* (médiation de connaissances), basé sur les recommandations de l'activité ad-hoc CIS-SPI, et avec pour objectif de les accompagner dans cette démarche pour la mise en œuvre de la DCE sur ce bassin.

Tout au long de l'année 2014, des discussions ont eu lieu afin d'identifier les éventuels besoins en connaissances des gestionnaires irlandais, un bassin pilote et une problématique scientifique associée. Bien que nous nous soyons rencontrés à plusieurs reprises (18 mars à Paris et 3 octobre à Dublin³), il n'a pas été aisé de démarrer réellement le projet. La difficulté majeure a été d'identifier la CoP irlandaise, ce qui constitue une condition *sine qua non* pour le démarrage d'un exercice de *knowledge brokering*. Une des raisons qui peut expliquer cela est le fait que ce projet était, à l'origine, une initiative française, non une volonté irlandaise. Ainsi, le fait que les membres de l'équipe irlandaise n'aient pas été les initiateurs du test pilote explique certainement, au moins en partie, l'inertie du projet.

► Objectifs

Le projet de bassin pilote, qui est l'objet de ce rapport, a pour objectif non seulement de poursuivre le travail réalisé par l'activité ad-hoc CIS-SPI, mais aussi d'apporter une plus-value pour le bassin et les acteurs impliqués dans le test.

² EURO-RIOB : Groupe des Organismes de Bassin Européens pour l'application de la Directive Cadre sur l'Eau, pour lequel l'OIEau assure le secrétariat permanent.

³ Cette deuxième rencontre / réunion, initialement programmée en juin 2014, a été reportée 2 fois.

Pour les partenaires français : Onema et OIEau

Côté français, l'objectif principal était de mener un exercice de *knowledge brokering* à l'échelle d'un bassin-versant, pour :

- tester la méthode de *knowledge brokering* et les outils de communication associés, développés sur la base des recommandations faites par l'activité ad-hoc CIS-SPI durant son mandat de 3 ans, notamment grâce aux apports du 3^{ème} séminaire,
- améliorer cette méthode en faisant le bilan du test pilote, et en formulant des recommandations issues de cette expérience de terrain.

La méthode et les outils développés dans le cadre de ce projet sont présentés respectivement en Annexes 1 et 2.

Le test devra de préférence être ciblé sur un ou deux des besoins de connaissance déjà identifiés par les groupes de la CIS (et listés dans le rapport final de l'activité ad-hoc CIS-SPI). Ces questions scientifiques ont été identifiées comme primordiales pour la mise en œuvre des directives européennes sur l'eau et priorisées en fonction de leur caractère d'urgence en termes de besoin d'apport de connaissances scientifiques. Cela serait préférable car le travail de recherche des projets scientifiques existants et couvrant au moins partiellement l'ensemble de ces besoins a déjà été réalisé par la CIS-SPI. L'information et la « matière » existent donc déjà, mais nécessitent d'être testés sur le terrain, via le test avec le bassin pilote.

Pour les partenaires irlandais : l'ERBD et l'ensemble des acteurs irlandais

Ray Earle, qui est notre principal contact, a clairement exprimé la volonté de la part de l'Irlande de montrer à la Commission européenne qu'ils prennent en compte ses recommandations relatives à la mise en œuvre des différentes directives dans le domaine de l'eau, comme la DCE et la DI (directive inondation), et notamment ses recommandations relatives à l'échange de connaissances et d'information scientifique grâce à une démarche de SPI.

De plus, la réunion de travail du 3 octobre à Dublin a été l'occasion pour nos partenaires irlandais de préciser leur besoin de connaissance concernant la gestion de deux rivières urbaines - Santry et Nanniken (se jetant dans la Baie de Dublin) - dans le contexte particulier du projet Biosphère dans lequel la ville est engagée en collaboration avec l'UNESCO. Ces deux rivières ont des eaux de qualité médiocre à mauvaise, du fait de rejets industriels dans la partie amont du bassin. Le principal objectif pour l'ERBD qui est en train de rédiger le second plan de gestion, est d'y intégrer une ou plusieurs NWRM (mesures naturelles de rétention de l'eau), probablement dans St Anne's Park (joutant la Baie de Dublin), dans le but d'améliorer la qualité des eaux de ces deux rivières comme le conseille la CE dans le « Plan d'action pour la sauvegarde des ressources en eau de l'Europe » (2012).

Pour cela, l'ERBD a besoin de données scientifiques sur :

- l'efficacité des NWRM pour améliorer la qualité des eaux de surface,
- les meilleurs choix techniques pour mettre en œuvre ces NWRM,
- la relation entre qualité de l'eau et services écosystémiques,
- les moyens de mettre en évidence une interrelation hydrologique entre deux rivières (car ils présumant que les deux rivières Santry et Nanniken le sont, du fait que leur régime hydrique semble évoluer de la même manière).

► Aspects administratifs

Il s'agit d'une initiative française, menée conjointement par l'Onema et l'OIEau, qui nécessite l'implication d'un bassin-versant et de ses gestionnaires pour être bassin pilote. Ce projet s'inscrit directement dans la continuité du travail réalisé par la CIS-SPI, avec pour objectif de mettre en œuvre les recommandations issues de ce travail.

Aucune formalité administrative n'est nécessaire pour le bassin pilote impliqué dans le projet.

La France a supporté financièrement ce projet. Le bassin-versant identifié pour le test n'était pas tenu d'apporter un quelconque financement, mais n'a pas reçu non plus de financement de la part de la France (ni de l'Europe). Ce projet, bien que mené sur la base du volontariat, a requis et requiert encore une quantité de travail non négligeable et une forte implication personnelle de la part de l'ensemble des membres de la CoP, notamment pour les KB et le coordinateur.

Méthode de *knowledge brokering* développée

► Acteurs et Communauté de pratique

Premièrement, nous entendons par **Communauté de pratique (CoP)** un groupe de professionnels (à la fois des gestionnaires, des décideurs politiques, des scientifiques et des KB) qui partagent leur connaissance et échangent sur leurs expériences et leurs savoir-faire, en utilisant différents outils de communication.

Après avoir discuté à plusieurs reprises avec nos partenaires irlandais, nous nous sommes aperçu que ce terme de CoP avait créé une confusion car, pour eux, "*Community in Practices*" fait référence aux personnes impliquées quotidiennement sur le terrain (tel que les associations ou les citoyens) alors que pour nous, cela faisait référence au groupe de personnes qui allaient composer l'équipe de projet. Nous avons donc collectivement décidé d'utiliser les termes de "*Project team*" ou de "*Project community*" pour désigner l'ensemble des personnes qui allaient travailler ensemble sur le bassin pilote.

Pour faciliter la lecture et la compréhension du présent rapport, nous avons choisi de continuer à utiliser le terme de Communauté de pratique ou CoP. Nous tenons à préciser que bien que ce terme soit utilisé ici dans le cas d'une équipe temporaire réunie pour un exercice ponctuel, il peut également faire référence à un groupe de personnes ayant pour mission de faire de la SPI de manière plus pérenne.

Recommandation 1 : pour constituer une CoP

Une des premières recommandations / conclusions issue de ce projet est que pour rassembler une nouvelle CoP, plusieurs actions préalables sont requises avant même d'initier un travail collectif :

- 1- déterminer le dessein premier de la CoP,
- 2- définir le sujet de l'étude,
- 3- identifier un coordinateur,
- 4- contacter et motiver des membres potentiels,
- 5- assurer le lien entre tous les membres de la CoP.

Pour assurer une SPI efficace et opérationnelle, il est ainsi recommandé d'impliquer tous les acteurs suivants : décideurs politiques, gestionnaires et exécutants à l'échelle du bassin-versant, scientifiques, experts thématiques et KB (comme cela est indiqué dans la Figure 1).



Figure 1: Communauté de pratique

Une deuxième étape primordiale est ensuite de s'assurer que chacun a bien compris son rôle et les tâches à réaliser. A titre d'exemple, lorsque nous avons rencontré pour la première fois de nouveaux membres irlandais de la CoP, lors de notre réunion du 3 octobre, une des premières questions qui nous a été posée concernait la définition du terme *Knowledge Broker*. Cette question a été posée suite à notre demande que chaque participant remplisse la feuille d'émargement présentée en Annexe 3. En effet, chaque personne remplissant ce document devait préciser son rôle dans le projet : décideur politique, gestionnaire de l'eau, scientifique, *knowledge broker* ou autre (avec la place pour apporter une précision). Or personne dans la salle n'a coché la case "*Knowledge Broker*".

Pour clarifier le rôle des *knowledge brokers*, nous commencerons par expliciter le terme de *knowledge brokering* (définition issue de l'initiative "The K* Spectrum", Shaxson et Bielak, 2012⁴) : ce terme est utilisé pour parler d'un échange bilatéral de connaissance sur un sujet précis, qui favorise un processus d'apprentissage collectif et qui implique généralement des intermédiaires : les *knowledge brokers*. L'objectif ultime du *knowledge brokering* est de maximiser et d'accélérer l'impact des résultats de la recherche.

Le *knowledge brokering* englobe l'ensemble des étapes suivantes :

- identification et évaluation des besoins, des décideurs ou des gestionnaires, en connaissance scientifique pour éclairer les décisions qu'ils ont à prendre ;

⁴ Shaxson L., Bielak A. T., 2012, *Expanding our understanding of K* (KT, KE, KTT, KB, KM, etc.). A concept paper emerging from the K* conference held in Hamilton, Ontario, Canada*, UNU-IWEH, Hamilton, ON, 88p.

- recherche ou production de connaissance scientifique à même de répondre aux besoins précédemment identifiés ; en parallèle, identification des manques éventuels de connaissance spécifique et inflexion des agendas de recherche afin de combler ces lacunes ;
- transformation le cas échéant des résultats scientifiques en résultats utilisables par les décideurs ou les gestionnaires ;
- transfert de cette connaissance sous une forme appropriée aux décideurs ou gestionnaires.

Les *knowledge brokers* (KB) sont les animateurs principaux de ce processus. Selon le niveau géographique (local, régional, national, européen...), ils peuvent être des personnes, des groupes d'experts ou des organisations (publiques ou privées).

La mission des KB est :

- d'aider les décideurs politiques et les gestionnaires de l'eau à formuler la question scientifique de telle sorte qu'elle soit compréhensible par les scientifiques et qu'elle reflète fidèlement leur besoin de connaissance,
- de faire une revue de littérature sur la connaissance disponible relative à la question scientifique et d'identifier les manques éventuels,
- de discuter directement avec les chercheurs afin de bien comprendre leurs résultats et d'être sûrs de transmettre les messages clés,
- de s'assurer, peut-être parfois, que la recherche en cours reste en phase avec les besoins politiques, et si nécessaire de réorienter la recherche en fonction (ce qui n'est pas le cas dans le cadre du test pilote présenté dans ce rapport),
- de tenir informé le coordinateur du projet de l'avancement de sa mission,
- d'écrire ou de faire produire des *policy briefs* ou autres supports de valorisation des résultats scientifiques issus des projets de recherche identifiés afin de présenter la connaissance disponible aux décideurs et aux gestionnaires, et ce dans un langage approprié,
- de préparer et parfois d'animer, avec le coordinateur, les différentes réunions de travail (réelles ou virtuelles) ainsi que les événements proprement dits de transfert de connaissance.

Pour résumer, les KB sont des personnes possédant des compétences particulières (notamment en sciences et en communication), qui sont chargées d'appuyer les gestionnaires et les décideurs ainsi que les chercheurs pour qu'ils formulent respectivement leurs besoins en connaissances et leurs résultats d'une manière adaptée à chaque communauté, et ce afin d'éviter toute incompréhension mutuelle pouvant découler d'une barrière de langage. Leur rôle est ainsi primordial pour le succès d'un projet de *knowledge brokering*.

Dans le cadre de notre projet, comme nous avons travaillé à l'échelle du bassin-versant, les KB étaient plutôt des individus endossant temporairement ce rôle et qui pouvaient éventuellement être aidés par un ou plusieurs assistants.

Recommandation 2 : pour installer la CoP

Initier et rassembler la Communauté de pratique est une étape préalable qui est cruciale pour mener à bien un projet de *knowledge brokering*. Du fait de son importance dans la réussite d'un tel projet, mais aussi de sa complexité ; le temps que cette étape nécessite ne doit pas être sous-estimé.

► Etapes de la méthode proposée

Par définition, le *knowledge brokering* est un processus qui permet d'assurer que les savoirs et savoir-faire acquis sont transmis aux bonnes personnes, au bon moment, et de manière pertinente et adaptée. La méthode que nous avons développée va en ce sens. Elle sera présentée de deux manières différentes dans ce rapport : tout d'abord chronologiquement (dans le paragraphe juste en-dessous), puis sous une forme plus condensée (en Annexe 1) avec une division en 7 actions principales qui sont :

- 1- Etablissement de la Communauté de pratique
- 2- Définition des besoins de connaissance
- 3- Recherche des projets scientifiques
- 4- Lecture et assimilation de la connaissance existante
- 5- Rédaction des supports de communication pour le transfert effectif de connaissance (dont les *policy briefs*)
- 6- Transfert de connaissance
- 7- Bilan

Etapes chronologiques de la méthode de *knowledge brokering* :

1- Etapes préliminaires

- pré-identifier et contacter les futurs membres de la CoP,
- s'accorder sur les objectifs et les aspects administratifs du projet (et ce, que ce soit pour le test de bassin pilote qui fait l'objet de ce rapport ou pour tout autre projet de SPI),
- réfléchir à la formulation de la question scientifique relayant les besoins de connaissance des décideurs politiques et des gestionnaires de l'eau.

2- Knowledge brokering

- Avant la première rencontre de la CoP :

Ecriture d'une première ébauche pour décrire le projet dans sa globalité : le contexte, le but final et les objectifs principaux (Onema/OIEau).

Ce premier rapport présentera également les acteurs déjà identifiés et une première proposition de question scientifique. Il devra être court et aura pour but d'être communiqué aux futurs membres de la CoP afin d'initier le travail et de préparer chacun à s'impliquer dans le projet.

- 1^{ère} rencontre de la CoP :

- Pourquoi ?**
- pour s'assurer d'une bonne compréhension mutuelle des objectifs du projet de *knowledge brokering* et de la question scientifique (reflétant les besoins politiques en connaissance) ;
 - pour discuter et éventuellement ajuster la formulation de la question scientifique,
 - pour expliquer le rôle et les missions de chaque membre (actuel ou futur) de la CoP (coordinateur, KB, gestionnaires ...)
 - pour lister les personnes à impliquer dans le projet pour compléter la CoP, en fonction de la question scientifique ;
 - pour établir un premier planning pour l'ensemble du projet (durée et jalons).

Qui ? Il faudrait, *a minima*, rassembler les gestionnaires et/ou décideurs politiques à l'origine du projet de *knowledge brokering*, plus les futurs KB et idéalement le coordinateur pressenti.

- Entre la 1^{ère} et la 2^{ème} réunion :

Ecriture d'un second rapport plus détaillé reprenant les décisions issues de la première réunion (Onema/OIEau).

Contact de tous les membres de la CoP (acteurs du bassin-versant).

- 2^{ème} réunion :

- Pourquoi ?**
- pour présenter en détail le projet : contexte, finalité et objectifs ;
 - pour identifier définitivement le coordinateur et le/les KB ;
 - pour valider les besoins de connaissance ou les ajuster légèrement ;
 - pour se mettre d'accord sur le planning général, les rôles et missions de chacun ;
 - pour identifier les résultats de la recherche disponible, la connaissance associée et les lacunes éventuellement déjà identifiées ;
 - pour demander à tous les participants les outils et structures qu'ils connaissent déjà pour réaliser du transfert de connaissance :

Quels types d'outils sont utilisés pour faciliter la prise en compte et la diffusion des résultats de la recherche ?

Quels en sont les avantages et les inconvénients ?

Qui ? Tous les membres de la CoP (coordinateur, décideurs politiques, gestionnaires de l'eau, scientifiques et experts thématiques, KB). L'emploi d'une feuille d'émargement (comme celle présentée en Annexe 3) incitant les participants à préciser leur rôle dans le projet, comme nous l'avons d'ailleurs fait lors de notre réunion du 3 octobre à Dublin, peut s'avérer très utile pour ouvrir la discussion sur les rôles et missions de chacun et notamment des KB. D'autre part, cela présente l'avantage d'encourager chacun à se sentir rapidement acteur de la réunion, plutôt que simple participant.

Où ? Selon la question scientifique, une visite de terrain peut s'avérer pertinente afin de permettre à tous et particulièrement aux KB de comprendre la problématique dans sa globalité.

Exemple du cas d'étude irlandais avec l'ERBD

Réunions : 8 et 10 décembre 2013, 18 mars 2014, 3 octobre 2014

Evolution de la question scientifique :

La problématique a évolué de la manière suivante, depuis notre première réunion :

- 1- Prise en compte du changement climatique dans la préparation de leurs Plans de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI).
- 2- Sélection et évaluation de mesures naturelles de rétention d'eau (NWRM) comme mesures à inclure dans les PGRI.
- 3- Amélioration du transfert des résultats de la recherche et de la connaissance associée pour l'évaluation d'une NWRM, à travers une approche par les services écosystémiques (ASE), pour la mise en œuvre des directives européennes sur l'eau (DCE et DI). Etude de cas irlandais (ERBD).
- 4- Amélioration du transfert des résultats de la recherche et de la connaissance associée pour la gestion de rivière en milieu urbain, incluant des NWRM et l'ASE, pour la mise en œuvre des directives européennes sur l'eau (DCE et DI). Cas des rivières Santry et Nanniken.

Tout cela montre à quel point l'étape de formulation de la question scientifique est primordiale. Le temps à y consacrer ne doit donc pas être sous-estimé.

Knowledge brokering :

Le travail a débuté fin 2013 et plusieurs projets pouvant couvrir les besoins en connaissance de l'ERBD ont été identifiés depuis cette date. Ils ont été communiqués aux membres irlandais de la CoP mais ne sont pas présentés dans ce rapport.

Etat actuel d'avancement (février 2015) :

Le travail est en cours, mais il semble que la constitution de la CoP, dont les membres devront travailler pour le projet de transfert de connaissances sur la base du volontariat, soit un point bloquant.

Recommandation 3 : question scientifique

Comme troisième principale recommandation, nous souhaitons insister sur le fait que trouver une formulation de la question scientifique, qui soit satisfaisante pour tous, nécessite du temps. Cette étape ne doit donc pas être négligée.

- Bibliographie, assimilation des données et écriture des supports de communication :

Durant cette étape, il est dans un premier temps demandé à tous les membres de la CoP de communiquer aux KB tous les projets et programmes de recherche, ainsi que les initiatives ou les articles qui sont en lien avec la question scientifique et qui pourraient couvrir, au moins partiellement, les besoins en connaissance identifiés.

Les KB et leurs éventuels assistants devront alors analyser et assimiler l'ensemble de l'information disponible sur le sujet : celle indiquée par la CoP ainsi que celle qu'ils auront trouvée par eux-mêmes, notamment parmi les projets identifiés et listés dans le rapport final de l'activité ad-hoc CIS-SPI.

Ils devront ensuite rédiger des *policy briefs* sur les résultats de la recherche qui leur sembleront les plus pertinents par rapport aux besoins de connaissance identifiés par la CoP. Ils utiliseront pour cela le format recommandé par la CIS-SPI dans son rapport (présenté en Annexe 2). Les KB devront dans la mesure du possible faire valider les *policy briefs* par les consortiums des projets de recherche, afin qu'ils en valident la fidélité et la véracité.

Durant cette étape de revue bibliographique par les KB, le coordinateur du projet devra préparer l'atelier de transfert de connaissance, avec l'appui des autres membres de la CoP.

- Atelier de transfert de connaissance (séminaire ou webinaires) :

Durant cet atelier, les projets de recherche les plus pertinents, car couvrant au mieux les besoins de connaissances, seront présentés à l'aide d'une présentation power point et du *policy brief* que les KB auront rédigé en utilisant le modèle conseillé par la CIS-SPI et également parfois avec les *policy briefs* déjà produits par les projets eux-mêmes.

Cet évènement sera l'occasion d'échanger sur les résultats qui auront été présentés et de clarifier les points qui nécessiteraient de l'être.

De plus, cela permettra de mettre en évidence les lacunes de connaissance encore existantes qui devront être transmises aux décideurs politiques locaux et nationaux du bassin-versant étudié, mais aussi aux groupes de la CIS.

- 3^{ème} réunion (bilan) :

Pourquoi ? - pour faire le point sur la méthode de *knowledge brokering* testée : identification des besoins, identification des résultats de la recherche disponibles, transfert de la connaissance (format, agenda, participants...), acteurs impliqués dans le projet, poursuite éventuelle ;
- pour discuter des supports de communication et particulièrement du *policy brief* et du format proposé :

Cet outil est-il utile ? Compréhensible ? Ecrit dans un langage approprié ?

Répond-il concrètement au besoin d'information régulière pour les politiques ?

Quelles informations manquent ?

Comment l'améliorer ? Ou mieux le présenter ?

Quelqu'un connaît-il un autre outil plus pertinent ?

Qui ? Idéalement, tous les membres de la CoP. Au moins les gestionnaires de l'eau et les décideurs politiques qui étaient à l'origine de la demande de projet de *knowledge brokering*, plus les KB.

- Rapport final :

Un rapport final sera rédigé d'une part pour présenter le projet dans son intégralité, mais surtout afin de mettre en avant les principales recommandations faites sur la méthode et les outils de SPI employés

et testés à l'échelle du bassin-versant afin de permettre aux résultats de la recherche d'être connus et diffusés à cette échelle.

Les résultats de ce test pilote et les recommandations qui en découleront pourront être présentés lors de la conférence annuelle de l'EURO-RIOB fin 2015.

► Outils

Policy brief

Un *policy brief* est un résumé concis portant sur un sujet spécifique et sur les différentes options politiques qui y sont liées. Il est destiné à tous les acteurs susceptibles d'avoir des décisions politiques ou de gestion à prendre et qui souhaitent être régulièrement informés de l'état d'avancement de la science sur des sujets très précis relatifs à leur métier et à leur secteur d'activité.

Bien que les *policy briefs* puissent prendre toute sorte de format, un certain nombre d'informations sont requises afin d'en assurer la pertinence. Ainsi, un *policy brief* doit :

- fournir des éléments de contexte permettant de situer les questions scientifiques précises qui y sont abordées dans un thème plus global, ce qui permettra d'en assurer une meilleure compréhension ;
- convaincre le lecteur de l'importance du problème soulevé ;
- fournir des idées, des solutions pour faire face à ce problème ;
- apporter des preuves scientifiques pour étayer le bien-fondé ou l'efficacité des solutions proposées ;
- appuyer le lecteur dans sa prise de décision.

Une des recommandations de la CIS-SPI est d'utiliser un format commun et unique à travers toute l'Europe, ou du moins pour les projets de recherche financés par la CE, l'objectif étant d'améliorer le transfert et la promotion des résultats de la recherche.

L'objectif majeur d'un tel outil de communication est de maintenir les décideurs politiques « éveillés » aux dernières avancées de la recherche, et ce malgré le fait qu'ils aient un emploi du temps surchargé et qu'ils ne soient pas des experts dans tous les domaines de la science. La CIS-SPI a proposé un modèle de ce que pourrait être ce format unique (cf. Annexe 2).

Présentations power point

En plus des *policy briefs* qui seront distribués aux participants de l'atelier, les KB devront préparer des présentations power point afin de présenter plus en détails les projets de recherche.

Ateliers de transfert de connaissance

Deux principaux formats d'ateliers sont possibles : virtuels (webinaires) ou réels (séminaires).

Les webinaires sont des sessions virtuelles via Internet d'approximativement 2h, portant sur 1 ou 2 sujets. L'interaction entre présentateur(s) et participants se fait généralement via un casque équipé d'un micro. Généralement des sessions de plusieurs webinaires, espacés de quelques jours ou semaines, sont organisées. L'avantage principal est que cela est peu chronophage et évite les frais de

déplacements, qui peuvent parfois être un frein, surtout à certaines périodes de l'année. Un autre avantage est de pouvoir espacer les webinaires, permettant ainsi aux KB d'ajuster leurs présentations, et éventuellement de faire des recherches complémentaires en fonction de l'évolution possible des besoins de connaissance. L'inconvénient majeur est le manque d'interaction personnelle qui est souvent la clé d'une bonne compréhension mutuelle entre personnes ne se connaissant pas forcément.

Une autre option plus classique pour faire du transfert de connaissance est un atelier d'une journée ou séminaire. L'avantage majeur est de pouvoir concentrer en une seule journée tout le transfert de connaissance que l'on souhaite réaliser. En contrepartie, si à la fin de cette journée le constat est fait que les décideurs politiques et les gestionnaires estiment ne pas avoir été suffisamment informés ou si leurs besoins avaient légèrement évolué, il n'est plus possible d'ajuster la recherche d'information par les KB. De plus, organiser un nouveau séminaire prendrait trop de temps (ce qui ne serait plus forcément en phase avec les agendas politiques) et engendrerait des frais supplémentaires.

► Ressources humaines

Il est relativement difficile voire impossible de clairement indiquer le nombre de jours que nécessite un projet de *knowledge brokering*, pour chacun des membres de la CoP en fonction de son rôle. Nous pouvons cependant donner à titre indicatif (comme présenté en Figure 2) la quantité relative de travail en fonction du type de ressource humaine impliqué, i.e. en fonction du rôle tenu dans le projet, afin d'en assurer le succès.

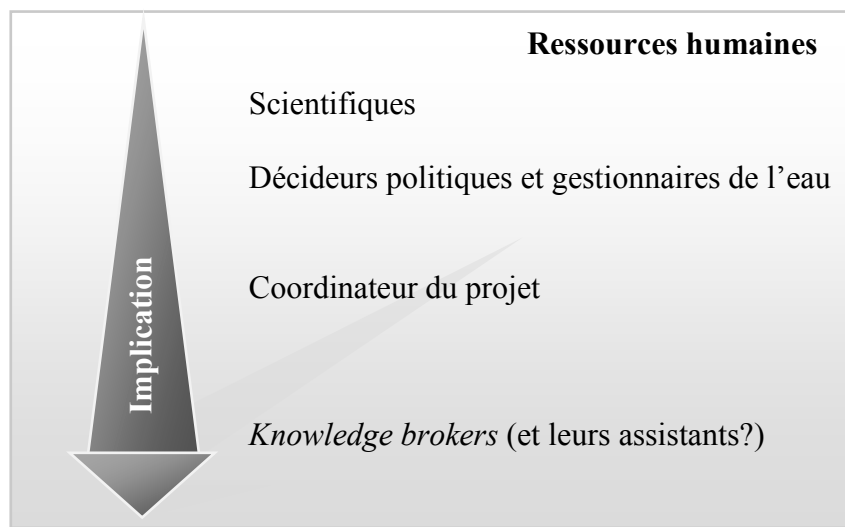


Figure 2: Quantité relative de travail (en termes d'investissement de temps) pour chaque type de ressource humaine

► Planning proposé

La Figure 3 présente une proposition de planning pour la réalisation d'un projet de *knowledge brokering*. Ce planning peut bien évidemment largement évoluer en fonction de chaque projet, selon le thème, la disponibilité des différents acteurs, les données disponibles, l'agenda politique associé à la demande...

Sur la base de notre expérience en cours avec le bassin pilote irlandais, mené avec l'ERBD, une des leçons que nous pouvons déjà tirer est que l'établissement de la CoP peut être le principal point bloquant. En fonction de la capacité du coordinateur de projet à contacter, motiver et rassembler

l'ensemble des acteurs de la CoP, mais aussi à fixer dès le début du projet les dates et échéances liées au planning, le projet peut prendre plus ou moins de temps. C'est pour cela que nous avons mentionné cette étape comme une des étapes préliminaires au projet proprement dit de *knowledge brokering*. Le but de cette étape préliminaire est également de s'assurer de la compréhension et de l'adhésion de chaque futur membre au projet.

Une attention particulière doit également être portée à la formulation de la question scientifique, qui constitue un autre potentiel point bloquant au démarrage du projet. Comme nous l'avons évoqué dans le cadre bleu relatant une partie de notre expérience avec l'ERBD (page 14), la problématique peut nettement évoluer, sur une période de temps plus ou moins longue. Nous avons donc inscrit comme étape préliminaire le fait de commencer à réfléchir à cette formulation.

Pour finir, il est important, lors du choix du ou des KB, de s'assurer que ces personnes possèdent d'une part les compétences nécessaires pour comprendre les résultats de la recherche et les résumer à travers la rédaction de supports de communication, et d'autre part, qu'ils auront le temps nécessaire à y consacrer dans le planning décidé par la CoP et les agendas politiques associés.

► Vers un exercice de *knowledge brokering* permanent?

Nous avons régulièrement fait allusion dans ce rapport à notre expérience en cours avec un bassin pilote irlandais afin d'illustrer la méthode de *knowledge brokering* qui a été développée et qui est en cours de test. Nous tenons cependant à préciser que la méthode et les outils proposés doivent permettre d'effectuer une SPI efficace à l'échelle d'un bassin-versant et est donc transposable à tout autre bassin-versant européen.

Enfin, il est important de souligner que bien que nous présentions, dans le présent rapport, un retour d'expérience d'un projet de SPI ponctuel, il est tout à fait envisageable, voire conseillé, d'utiliser la méthode et les outils proposés pour instaurer un mécanisme de *knowledge brokering* régulier et pérenne afin de soutenir les décideurs politiques et d'assurer le transfert des résultats de la recherche.

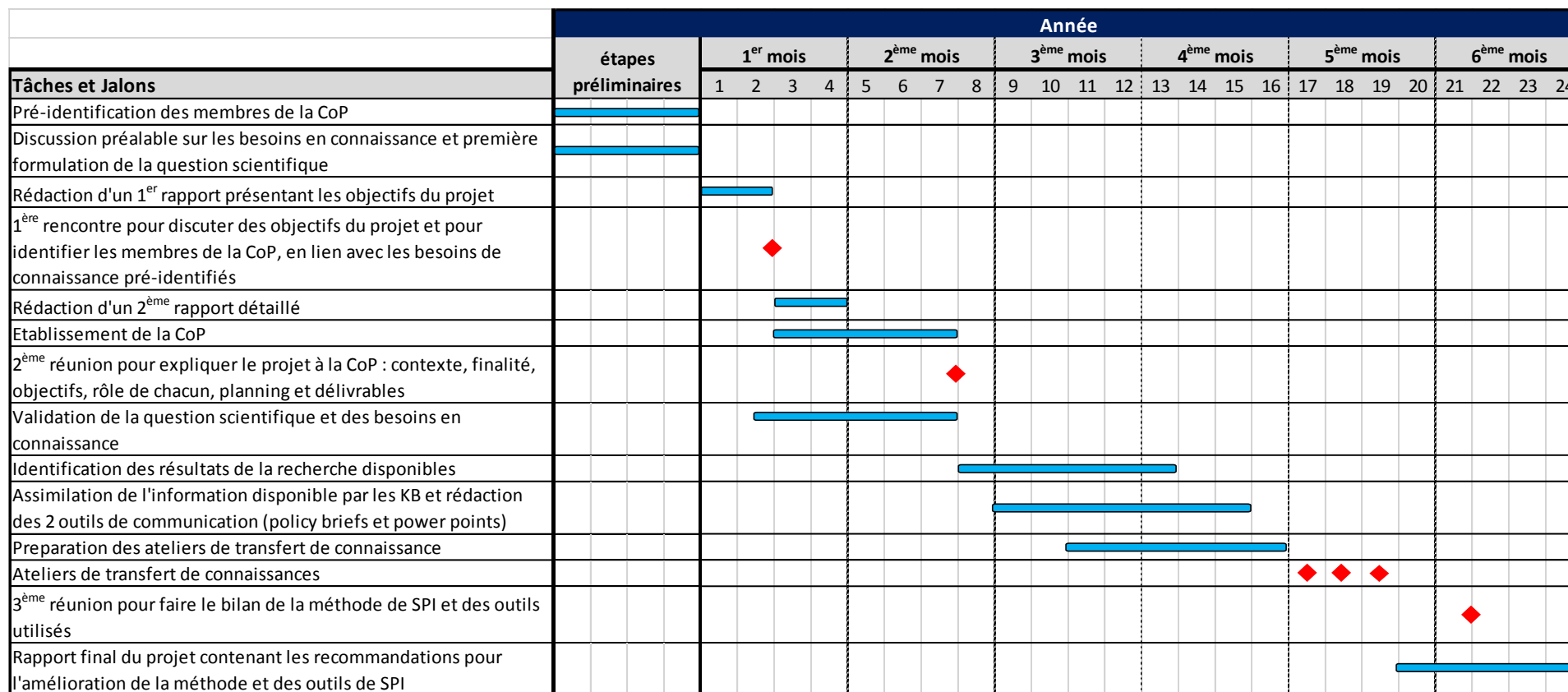


Figure 3: Planning suggéré pour un projet de *knowledge brokering*

Annexe 1: Méthode de *knowledge brokering* basée sur les recommandations de la CIS-SPI

1 Etablissement de la Communauté de pratique⁵



- Identification d'un coordinateur (si possible accompagné par une équipe, même provisoire) pour le projet de *knowledge brokering*.
- Prises de contact préalables avec les gestionnaires de l'eau et les décideurs politiques locaux afin de commencer à définir les besoins en connaissance.
- Ecriture d'une première proposition décrivant les tenants et les aboutissants du projet de *knowledge brokering* (1^{er} rapport).
- Identification des membres potentiels de la Communauté de pratique qui participeront activement à l'exercice de *knowledge brokering* ; il est important de respecter un certain équilibre entre chercheurs, gestionnaires et décideurs politiques.
- Identification des personnes qui tiendront le rôle de *knowledge brokers* (personnes qui devront être compétentes en termes de communication et de compréhension des résultats scientifiques, tout en étant fortement disponibles pour la durée du projet).
- Rédaction d'un second rapport qui sera communiqué à l'ensemble des membres de la CoP, afin d'assurer que tous ont la même compréhension et la même vision du déroulement du projet (thématique chapeau, question scientifique, objectifs et finalité, liste des membres de la CoP et de leurs rôles respectifs, planning et productions).
- Organisation d'une seconde réunion avec tous les membres de la CoP afin de valider et/ou modifier le rapport décrivant les objectifs et délimitations du projet de *knowledge brokering*.
- Contrôler / gérer l'avancement du projet et le travail réalisé par chaque membre de la CoP, en lien avec les objectifs du projet et du planning commun (rôle du coordinateur).

2 Définition des besoins de connaissance



- Pré-identification, avec les gestionnaires de l'eau et les décideurs politiques locaux du bassin-versant pilote, des problématiques nécessitant un apport de connaissance scientifique.
- Description de ces demandes de données et d'information dans un premier rapport.
- Présentation de ces besoins de connaissances et ajustements / validation par l'ensemble de la CoP afin d'assurer une bonne compréhension mutuelle de la question scientifique qui est l'objet du projet de *knowledge brokering*.
- Rédaction formelle de la question scientifique dans un deuxième rapport qui sera validé par l'ensemble de la CoP et servira de référence pour le reste du projet.

3 Recherche des projets scientifiques



- Identification, avec l'ensemble de la CoP, des projets existants sur la question scientifique définie : en cours ou terminés, nationaux ou financés par l'Europe.
- Compilation par les *knowledge brokers* de toutes les initiatives ainsi identifiées.
- Identification de projets potentiellement pertinents parmi ceux déjà listés dans le rapport final de l'activité ad-hoc de la CIS-SPI, ou parmi d'autres sources d'information sur les projets de recherche à l'échelle de l'Europe.
- Revue de la littérature par les KB afin d'identifier d'éventuels autres projets ou initiatives pertinents.

⁵ Communauté de pratique : terme qui renvoie à l'équipe de projet regroupée pour l'exercice de *knowledge brokering*, cf. Figure 1

4 Lecture et assimilation de la connaissance existante



- Cette étape est la plus chronophage. Au cours du projet, c'est à cette étape que les *knowledge brokers* consacreront la majeure partie de leur temps de travail.
- Les *knowledge brokers* doivent lire les documents concernant les projets de recherche pouvant répondre au besoin de connaissance. Ils doivent ensuite identifier ceux qui sont les plus pertinents pour la problématique identifiée.
- Afin de s'assurer de leur bonne compréhension des différents projets, les KB auront probablement à communiquer directement avec les consortiums des projets scientifiques.

5 Rédaction des Policy briefs



- Les KB doivent préparer les matériels de communication qui serviront au transfert de la connaissance disponible. Ils doivent notamment préparer un *policy brief* (utilisation du format conseillé par la CIS-SPI, cf. Annexe 2) et un power point pour chacun des projets de recherche ayant été identifié comme pouvant répondre, au moins partiellement, au besoin de connaissance.
- Ils auront probablement à contacter directement les consortiums des projets scientifiques afin d'avoir des précisions sur leur travail et leurs résultats.
- Idéalement, les 2 supports de communication devront être validés par ces consortiums de projets avant d'être présentés à la CoP.

6 Transfert de connaissance



- L'atelier proprement dit de transfert de connaissance peut prendre la forme d'un atelier d'une journée ou d'une série de webinaires afin de présenter les différents projets scientifiques préalablement identifiés. Une discussion pourra ensuite s'engager pour apporter des clarifications sur les résultats présentés.
- Cette étape est primordiale car elle permettra également d'identifier d'éventuels nouveaux besoins en connaissance ainsi que les lacunes existantes.
- C'est le coordinateur de la CoP qui doit organiser ces événements.

7 Bilan



- Réunion de travail avec tous les membres de la CoP pour :
 - faire le point sur la méthode et les outils de *knowledge brokering* employés : avantages, limites et possibles améliorations.
 - répondre aux questions suivantes relatives au format de *policy brief* proposé :
 - Cet outil a-t-il été utile ? Compréhensible ? Rédigé dans un langage approprié ?
 - Répond-il au besoin concret des décideurs politiques d'être informés de l'avancée de la Science ?
 - Quelle information manque ? Comment améliorer l'outil ? Son format ?
 - Quelqu'un souhaite-t-il présenter un autre outil tout aussi (voire plus) pertinent ?
 - faire le point sur la problématique initiale et s'interroger pour savoir si les besoins de connaissance ont bien été couverts et si les décideurs politiques et gestionnaires de la CoP estiment être suffisamment informés sur l'état actuel de la connaissance à propos de la question scientifique traitée.
- Rédaction d'un rapport final contenant des recommandations pour améliorer la méthode et les outils associés ; tout ceci dans le but de réaliser le prochain exercice dans les meilleures conditions possibles.

8 Poursuite



- Note: Cette étape ne fait pas à proprement parler partie de l'exercice de knowledge brokering mais peut permettre d'en partager et d'en améliorer les principes.*
- Présentation des résultats de l'exercice de *knowledge brokering* à l'occasion de la conférence annuelle de l'EURO-RIOB.
 - Communication des résultats et des lacunes de connaissance identifiées au SCG et aux groupes de la CIS ainsi qu'aux décideurs politiques (locaux ou nationaux) du pays dans lequel l'exercice a eu lieu.

Annexe 2 : Format modèle de *policy brief* proposé par l'activité ad-hoc CIS SPI

La trame ci-dessous est spécifique au cas de la DCE et au cadre européen. Les champs devant être remplis sont précisés mais le format est donné à titre indicatif et peut être modifié pour le rendre plus attractif et/ou conforme à la charte graphique de chaque projet : couleurs, logos, illustrations, etc. Pour en faciliter son appropriation, nous proposons d'abord une version française puis une version anglaise, les résultats scientifiques étant le plus souvent présentés et disséminés en anglais.

Domaine d'étude
Objectif / thème de l'activité :
Deux-trois lignes à propos du thème de recherche, des études de cas éventuelles, de la pertinence et de l'impact potentiels sur les politiques européennes
Contribution à ... Référence à la législation (directives ciblées & jalons)
Focus politique :
Courte description des objectifs politiques ou de gestion concernés
Relation aux groupes thématiques de la CIS :
Jalons clés de la politique concernée nécessitant un appui technique / scientifique :
<ul style="list-style-type: none"> ◆ Jalon(s) technique(s) de la politique concernée ◆ Il est nécessaire ici d'expliquer pourquoi il y a un besoin de soutien technique à ce jalon (et de rappeler les éventuelles décisions préalables en lien avec ce besoin).
Résultats principaux supportant les jalons de la politique concernée :
<p>Brève introduction des jalons politiques et ...</p> <p>Synthèse des résultats majeurs du projet / des activités de recherche (dont notamment les mises en œuvre potentielles et le test / la validation des résultats par les utilisateurs-finaux) :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. XXXXXX (spécifier les groupes cibles d'utilisateurs) 2. XXXXXX 3. XXXXXX 4. XXXXXX 5. XXXXXX <p>Eventuelles difficultés, ou lacunes</p>
Retour d'expériences – Recommandations pour les décideurs politiques – Prochaines étapes :
Courte description des recommandations et des perspectives de l'étude

Study area

Objective/theme of the supporting activity:

Two-three lines about the theme of the research/demonstration/capacity-building activity with policy relevance

Contribution to ... Reference of the policy (directive & specific milestones)

Policy focus:

Short description of the policy goals

CIS group thematic concerned:

Key policy milestones requiring technical/scientific support:

- ◆ Policy technical milestone(s)
- ◆ Explaining why technical support is needed (and recalling possible previous related decisions)

Key outputs in support of policy milestones:

Short introduction of the policy milestones and

Summary of key inputs provided by supporting activities (including possible implementation and/or validation by users):

1. XXXXXX (specify potential target groups)
2. XXXXXX
3. XXXXXX
4. XXXXXX
5. XXXXXX

Shortcomings

Experiences gained – Recommendations to policymakers – Next steps:

Short description about recommendations and perspectives



*Office
International
de l'Eau*

15 rue Edouard Chamberland
87065 Limoges Cedex
Tél. (33) 5 55 11 47 80
Fax. (33) 5 55 11 47 48 www.oieau.org



Avec le soutien financier de l'Onema